

COLLOQUE

Un enseignement... de qualité ?

Pour qui ? Pourquoi ? Comment ?

 **Vendredi 23 mai 2025**

De 9h30 à 12h

Accueil à partir de 9h00



UNamur – Campus Universitaire – Espace Vauban

Auditoire PA01, bâtiment Pedro Arrupe, Sentier Thomas, accès via Rue Grand Gagnage 13 – 5000 Namur
Conseil transport : 20 min. à pied de la gare de Namur ou P+R Bouge (+ BUS 27 av. de Stassart et 10 min. à pied).

Avec les interventions de :

Maxime Fontaine - Chercheur en finances publiques à ULB.

Joachim Sosson - Directeur dép. pédagogie à la haute école Albert Jacquard.

Régis Dohogne - Ancien secrétaire général de CSC-Enseignement.

Vincent Dupriez - Professeur de sciences de l'éducation à UCL.



Interventions des 4 orateurs + échanges avec la salle

Inscription obligatoire pour le 21 mai

<https://forms.gle/QnndsBW495aak7JQ7>:



**Une autre vision de l'enseignement est possible.
L'austérité n'est pas une fatalité.**



Ne pas jeter sur la voie publique



Le Gouvernement dit avoir fait de la lutte contre la pénurie une priorité absolue !

La Déclaration de politique communautaire -DPC- traduit cette volonté par la formule «un enseignant devant chaque classe». **A quel prix ?**

En réalité, le Gouvernement MR-Engagés a fait de la lutte contre la pénurie un prétexte pour prendre des mesures s'attaquant au cœur de notre système éducatif.

Les mesures ou projets de mesures **menacent** l'idéal d'un **enseignement de qualité pour toutes et tous** :

- mesures d'économie injustes pour les travailleurs du secteur de l'enseignement, pour les élèves et les étudiants ;
- fermetures d'options dans le qualifiant ;
- détérioration des conditions d'emploi ;
- destruction programmée du statut (rempart contre l'arbitraire,...)

La pénurie dans l'enseignement, en croissance constante depuis plus de vingt ans, est la preuve d'un **manque d'attractivité de la profession**. Les solutions envisagées par les Gouvernements précédents et par le Gouvernement actuel ne sont que des pis-aller qui dégradent ou vont encore dégrader la qualité du métier, diminuer son attractivité et porter atteinte au caractère universel du droit à l'enseignement.

A travers des **réformes idéologiques**, c'est bien la qualité de l'enseignement et les apprentissages des élèves qui sont mis en danger. Dans un contexte d'**inégalités scolaires**, on peut craindre que ce soient **les élèves les plus défavorisés qui seront les plus impactés**.

Pour nos organisations syndicales, un système scolaire qui assure **à tous les enfants** un enseignement de qualité, c'est avant tout un système qui garantit :

- à chaque enfant d'être pris en charge par des **enseignants qualifiés et statutaires** ;
- **une revalorisation des conditions de travail et d'apprentissage** ;
- **des investissements** qui assurent à cette génération, comme aux suivantes, de réelles chances d'émancipation.



Ne pas jeter sur la voie publique